



Comité Social d'Administration Local

26 mai 2026

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le Président,

La CGT Finances Publiques du Pas de Calais tient, une nouvelle fois, à alerter sur la dégradation continue des conditions de travail des agentes et agents de notre DDFiP.

Depuis plusieurs années, les restructurations incessantes, les suppressions d'emplois, la perte de sens des missions et la pression toujours plus forte exercée sur les agentes et agents conduisent à un profond malaise dans les services. Ils sont épuisés, confrontés à une charge de travail croissante, à des objectifs déconnectés des réalités du terrain et à un manque de reconnaissance devenu insupportable.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard. Elle résulte de choix politiques assumés visant à réduire les moyens du service public et à transformer notre administration en une structure pilotée exclusivement par des logiques comptables et industrielles.

En parlant d'industrialisation, la CGT Finances Publiques 62 dénonce également la remise en cause de la connaissance fine du terrain et la disparition progressive des missions de mise à jour foncière de proximité qui a été présentée aux géomètres et ce sans aucune présentation aux représentants du personnel. Pour nombre d'entre-eux engagés dans leur mission topographique, l'annonce a été vécue avec une grande violence. Derrière les outils, les procédures et les statistiques, il y avait des femmes et des hommes investis depuis des années dans une mission de service public et dans la connaissance du territoire.

L'industrialisation du «foncier innovant», présentée comme une modernisation incontournable, conduit en réalité à éloigner toujours plus les missions des réalités locales. Derrière les outils automatisés, les traitements massifiés et l'intelligence artificielle, c'est une expertise humaine précieuse qui est fragilisée.

La mise à jour terrain ne peut être remplacée par des dispositifs automatisés ou des analyses à distance. La connaissance des territoires, des spécificités locales et des situations concrètes repose avant tout sur le travail des géomètres sur le terrain.

En supprimant progressivement cette présence humaine, l'administration prend le risque d'une dégradation de la qualité des données foncières, d'erreurs accrues et d'une rupture du lien entre le service public et les usagers déjà largement dégradé.

Pour la CGT Finances Publiques 62, le progrès technologique ne peut servir de prétexte à de nouvelles suppressions d'emplois, à la déqualification des missions ou à la disparition de compétences essentielles.

Nous revendiquons :

- des effectifs à la hauteur des besoins réels des services ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- le maintien et le renforcement des missions foncières de terrain ;
- une véritable reconnaissance du travail des agentes et agents ;
- des moyens humains et matériels garantissant un service public de proximité, de qualité et de pleine compétence ;
- une politique fiscale plus juste et plus efficace au service de l'intérêt général ;
- un dialogue social plus sincère et respectueux ;

Les agentes et agents des Finances publiques méritent mieux que des réformes permanentes imposées sans concertation et sans prise en compte des réalités du travail.

La CGT Finances Publiques 62 continuera à défendre les agentes et agents, leurs missions et un service public de qualité, de proximité, accessible à toutes et tous.

Les élus CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais

Amandine KOSLOWSKI

Titulaire

Julien ALEKSANDEREK

Suppléant

Romain JOURDAIN

Expert